

Stratégie “de la ferme à la fourchette” de l'UE : Réponse collective des chercheur·e·s travaillant sur la souveraineté alimentaire

Le 20 mai 2020, la Commission européenne (CE) a publié sa nouvelle stratégie "de la ferme à la fourchette" (F2F) pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement. En tant qu'universitaires engagés à soutenir la transformation durable des systèmes alimentaires, nous félicitons la CE d'offrir une vision à plus long terme et de proposer l'élaboration d'un cadre législatif pour des systèmes alimentaires durables d'ici 2023. Des mécanismes contraignants et des cadres législatifs cohérents et intégrés, fondés sur les droits humains, sont fondamentaux pour assurer la conformité et atteindre les objectifs proposés. Nous reconnaissons que la stratégie F2F contient de nombreux points positifs, mais nous sommes profondément préoccupés par le fait que ceux-ci restent ancrés dans un cadre dépassé.

Les faits sont indéniables: il est nécessaire de dépasser le paradigme de la croissance économique (verte). Ce paradigme, réifié par le "Pacte vert" européen, perpétue des verrouillages non durables et des inégalités bien ancrées. Le Mécanisme d'avis scientifique (SAM) [1] a récemment conseillé à la CE de cesser de traiter les aliments comme une marchandise et d'envisager les implications de considérer les aliments plutôt comme un bien commun [2], mais la CE n'a pas repris cette recommandation dans la stratégie F2F.

Nous apprécions que la stratégie F2F repose sur une approche des systèmes alimentaires, de la production à la consommation. Cette approche globale est nécessaire pour faire face à la complexité des enjeux alimentaires et aux défis qui y sont associés. Nous apprécions également le fait que la stratégie F2F comporte des objectifs en matière de pesticides chimiques, d'engrais, d'agriculture biologique et de résistance aux antimicrobiens, et que des contreparties soient associées aux stratégies de gestion des sols qui séquestrent le carbone. Nous encourageons la CE à mettre en place un suivi rigoureux et des évaluations d'impact de ces objectifs pour les faire appliquer et les renforcer.

Nous sommes également heureux que la stratégie mette en évidence la pertinence de l'"environnement alimentaire" pour relever de nombreux défis liés à l'alimentation. À cet égard, l'engagement de développer un système fiscal européen qui puisse garantir que le prix des différentes denrées alimentaires reflète leurs coûts réels en termes d'utilisation de ressources naturelles limitées, de pollution, d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'autres externalités environnementales est positif. Nous soutenons l'engagement de la stratégie F2F de créer des chaînes d'approvisionnement alimentaire plus courtes et de réduire la dépendance à l'égard du transport sur de longues distances, ainsi que des cultures non durables pour alimenter la production animale intensive. Nous félicitons la CE d'avoir reconnu que, par le biais des importations, l'UE favorise les fuites de carbone dans d'autres territoires. Nous sommes enthousiastes de voir la CE s'engager à développer des politiques qui renforcent les réseaux territoriaux, les écosystèmes et les économies locales. Partant du principe mis en évidence par la stratégie F2F selon lequel toutes les populations doivent bénéficier d'une transition juste, nous insistons sur le fait que les inégalités sociales au sein des territoires doivent être prises en considération.

Reconnaissant ces contributions importantes, nous avons un certain nombre de préoccupations spécifiques concernant la stratégie F2F.

Production

Garantir une production alimentaire durable implique des changements concrets : on ne peut pas continuer comme avant. Cependant, la stratégie F2F ne s'attaque pas de manière durable et structurelle aux causes profondes des défis rencontrés actuellement. La stratégie F2F ne reconnaît pas qu'il existe divers systèmes alimentaires et modèles de production en Europe et que des questions telles que l'utilisation de pesticides et d'antimicrobiens, l'utilisation excessive d'engrais, la perte de biodiversité, l'exploitation de la main-d'œuvre et la promotion de régimes alimentaires malsains sont essentiellement liées au système alimentaire industriel dominant ? en place ? . Ce manque de reconnaissance limite la capacité de la stratégie F2F à soutenir de manière adéquate les petits producteurs et l'agriculture paysanne. La stratégie F2F met plutôt l'accent sur l'agriculture de précision et la transformation numérique des exploitations agricoles, avec un rôle actif du secteur financier, plutôt que sur les politiques publiques. Cela peut conduire à promouvoir davantage la concentration des exploitations agricoles et accélérer la disparition des petits agriculteurs qui sont au cœur de l'agroécologie et d'une transition vers des systèmes alimentaires durables. À cet égard, nous notons que les plans stratégiques nationaux de la politique agricole commune (PAC) pour l'après-2020 joueront un rôle central dans la réalisation des objectifs de la stratégie F2F. Bien que la proposition de réforme de la PAC de la Commission ait été jugée compatible avec le Pacte vert et la stratégie F2F [3], nous appelons la CE à prendre les mesures juridiques, financières et pratiques nécessaires pour assurer un alignement complet entre la stratégie F2F et la future PAC.

Agroécologie

La stratégie F2F ne reconnaît pas le rôle et le potentiel de l'agroécologie dans les systèmes alimentaires européens. Dans la stratégie F2F, l'agroécologie est définie de manière limitée. Elle nie le rôle clé de l'agroécologie en tant qu'intégration des principes écologiques dans la conception et la gestion des systèmes agricoles, pourtant reconnu par les agriculteurs, les mouvements sociaux et les organisations internationales. Bien que nous nous réjouissons de voir l'accent mis sur les nouvelles connaissances et les innovations visant à intensifier les approches agroécologiques dans la production, cela ne doit pas être utilisé comme prétexte pour retarder l'action. Effectuer davantage de recherches sera certes utile, mais il existe déjà une multitude d'études scientifiques sur l'agroécologie, évaluées par des pairs, qui fournissent des preuves pour une action immédiate[4],[5]. De ce point de vue, l'édition génétique reste une fausse solution qui ne devrait pas être poursuivie - non seulement à la lumière de l'arrêt de la Cour de justice de l'UE[6], mais aussi pour éviter une privatisation plus poussée des systèmes alimentaires.

Pour une production alimentaire durable, dans le contexte des crises actuelles, des objectifs plus ambitieux sont nécessaires afin de promouvoir des pratiques écologiques qui augmentent la biodiversité et la fertilité des sols, réduisent l'érosion et la contamination des sols, de l'eau et de l'air, soutiennent l'adaptation au changement climatique et diminuent la consommation d'énergie. La stratégie F2F souligne et reconnaît le potentiel de l'agriculture biologique, notamment en ce qui concerne les possibilités offertes aux jeunes, mais elle ne définit pas correctement l'agriculture biologique. Elle n'accorde pas non plus suffisamment d'attention au renouvellement des exploitations agricoles, à l'accès à la terre, et à l'élevage extensif.

Accès aux ressources naturelles

Les producteurs de denrées alimentaires de toute l'Europe se battent pour accéder à des terres abordables et de qualité, mais la stratégie F2F ne prévoit aucune mesure pour lutter contre la concentration des terres et leur prix croissant. Les nouveaux entrants sont confrontés à des

obstacles tels que l'accès à la terre, les coûts de formation et liés à l'installation et l'accès aux marchés[7]. Pourtant, beaucoup sont attirés par les systèmes alimentaires alternatifs, les chaînes courtes et les partenariats locaux et solidaires entre producteur·ice·s et consommateur·ice·s [8]. Ces chaînes d'approvisionnement alternatives, qui répondent le plus clairement aux principaux objectifs de la stratégie F2F (fourniture d'une alimentation accessible, saine et durable), ne reçoivent étonnamment aucune attention dans cette dernière. La stratégie F2F reste fortement axée sur la chaîne de valeur alimentaire mondiale et n'accorde aucune attention particulière aux jeunes, aux nouveaux entrants potentiels et à la diversité des personnes, des cultures et des écosystèmes qui existent en Europe. Comme l'a souligné la Cour des comptes européenne [9], le soutien aux jeunes agriculteur·trice·s devrait être mieux ciblé si l'on veut parvenir à un renouvellement générationnel efficace.

La stratégie F2F reconnaît l'importance des variétés de semences traditionnelles et adaptées aux conditions locales dans la mise en place de systèmes alimentaires durables et sains. Toutefois, elle ne reconnaît pas le rôle fondamental joué par les agriculteur·trice·s dans la gestion de la biodiversité agricole. Les systèmes de semences paysannes jouent un rôle crucial pour l'autonomie des paysan·ne·s, la culture de la biodiversité. Ils renforcent notre capacité d'adaptation au changement climatique et sont indispensables à l'accessibilité de régimes alimentaires sains. En ce qui concerne la proposition visant à faciliter l'enregistrement des variétés de semences, nous avertissons que de tels mécanismes imposent des droits individuels sur les semences, en violation des dispositions de l'article 9 du traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, qui reconnaît le droit des agriculteurs "de conserver, d'utiliser, d'échanger et de vendre des semences/du matériel de multiplication de ferme" (article 9). Les droits collectifs des agriculteurs à produire, reproduire, conserver et échanger des semences, y compris les informations génétiques qui peuvent être obtenues sous forme numérisée, doivent être reconnus, en interdisant l'imposition de brevets sur ce matériel et les informations qu'il contient. Tout effort d'enregistrement doit suivre le protocole de Nagoya et créer les conditions d'utilisation de ces semences sans obligation d'enregistrement si les utilisateurs en décident ainsi.

Travailleurs

Notre système alimentaire actuel repose sur des travailleur·euse·s sous-payés, non déclarés et précaires du secteur agricole et alimentaire qui travaillent dans des conditions d'exploitation et de travail inférieures aux normes en vigueur (le plus souvent des femmes et des migrants)[10]. La stratégie F2F soutient la création d'emplois dans le secteur agricole et alimentaire sans définir clairement les types d'emplois qui seront créés et pour qui. Une vision et un leadership clairs sont nécessaires dans ce domaine et la stratégie F2F devrait garantir l'égalité des genres, des conditions de travail sûres et dignes ainsi que des salaires décents. À cet égard, il est important de renforcer les canaux légaux et sûrs pour les travailleurs des pays tiers, de réformer les politiques de migration et d'asile (c'est-à-dire le règlement de Dublin), de faciliter la régularisation de tous les migrants[11], de soutenir la mise en œuvre des dispositions en matière d'égalité de traitement couvrant toutes les catégories de travailleurs, de promouvoir l'inclusion sociale et économique dans les zones rurales et d'introduire des conditionnalités pour les paiements de la PAC basées sur le respect des droits du travail, élaborés avec la participation des parties concernées.

Animaux, bétail et pêche

L'absence d'objectif de réduction du stock global d'animaux, alors qu'il est reconnu que les animaux contribuent à 10,3 % des gaz à effet de serre (GES) en Europe, est préoccupante. Nous aimerions que la CE prenne des mesures concrètes pour abandonner et dés-intensifier l'élevage industrialisé et promouvoir des systèmes d'élevage extensif et pastoraux durables, liés à des territoires dynamiques et à des chaînes alimentaires relocalisées. Cela aura un effet positif à la fois sur la promotion de régimes alimentaires durables et sains et sur le stock global d'animaux. Lorsque le transport de bétail est nécessaire, il importe de mieux faire respecter la loi, d'imposer des sanctions et de réduire la durée des trajets[12], tout en soutenant les itinéraires de transhumance.

En général, la stratégie F2F reste plutôt silencieuse sur le pastoralisme mobile et les systèmes d'élevage extensif. Ce secteur a été mis à mal non seulement par des politiques agricoles axées sur les normes industrielles, mais aussi par des politiques environnementales qui ont ignoré le rôle du pastoralisme dans les zones naturelles protégées. À cet égard, l'agroécologie contribue à la réalisation d'objectifs multiples, car elle considère les animaux comme des éléments clés du système de production circulaire de l'exploitation. En outre, l'agroécologie contribue aux innovations dans les systèmes traditionnels de gestion du bétail, en promouvant les paysages mixtes et à haute valeur naturelle et les systèmes agro-silvo-pastoraux. De nouveaux éléments indiquent que la gestion holistique, alignée sur les principes agroécologiques, a beaucoup d'impacts environnementaux positifs, notamment la régénération des sols et la séquestration du carbone, la prévention des incendies et l'augmentation de la biodiversité[13].

Étant donné l'importance de la pêche pour l'économie et le régime alimentaire de l'UE, nous avons trouvé que l'accent mis sur la pêche était trop limité, dans la mesure où il ne concernait que la gestion des stocks en Méditerranée et l'aquaculture. Le rôle de la Politique commune de la pêche (PCP) elle-même, qui facilite la surpêche et les prises accessoires excessives n'est pas suffisamment reconnu. Il s'agit d'un problème qui a de graves répercussions sur la pêche européenne ainsi que sur les autres pays qui ont conclu des accords de partenariat avec l'UE en matière de pêche durable, ouvrant ainsi leurs ressources marines aux navires de l'UE, accélérant la surpêche et le déplacement des petits pêcheurs locaux. La stratégie F2F omet de mentionner le besoin urgent de remédier à la distribution inégale des quotas de la PCP qui mine les moyens de subsistance des pêcheurs artisanaux et à petite échelle à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE tout en profitant aux navires qui contribuent le plus à la surpêche[15]. L'aquaculture, présentée comme une solution durable à la surpêche, occulte la possibilité de déplacer la pression vers les stocks de poissons sauvages qui sont utilisés comme farine de poisson pour nourrir les poissons d'élevage. La stratégie F2F néglige également les conséquences sociales de la transition vers une aquaculture à forte intensité de capital, qui peut alimenter la concentration du contrôle sur les ressources halieutiques et saper les moyens de subsistance des petits pêcheurs[16]. La politique de l'UE doit abandonner l'approche des quotas basée sur le "stock de poissons" et le "rendement maximal durable", prendre en considération l'application des réglementations existantes, mais aussi adopter une compréhension régénératrice et écologique de la vie marine dans le cadre d'une gestion adaptative basée sur les écosystèmes. Si la stratégie F2F souligne l'importance de renforcer la position des pêcheurs dans la chaîne d'approvisionnement, elle ne donne pas assez clairement la priorité à la position des petits pêcheurs et des pêcheurs artisanaux, qui sont la pierre angulaire de systèmes alimentaires résistants et durables. Il est important de noter qu'elle n'indique pas non plus comment les inégalités historiques et les pratiques non durables facilitées par la PCP seront inversées.

Le rôle des villes

Si nous saluons l'accent mis sur le raccourcissement des chaînes alimentaires et la promotion des économies circulaires, nous notons que la stratégie F2F n'aborde pas le rôle joué par les processus d'urbanisation dans la détermination des conditions structurelles, infrastructurelles et politiques qui permettent aux agriculteur·trice·s d'agir en tant que gestionnaires des ressources écologiques dans les contextes urbains et périurbains. Pour que la production alimentaire se rapproche des villes et pour un engagement culturel et social plus large en faveur de l'agriculture durable, la stratégie F2F devrait reconnaître le rôle des villes dans la gouvernance des ressources naturelles (terres, sols et nutriments) et la responsabilité qui leur incombe dans la conception de programmes d'éducation et de formation et de politiques spécifiques visant à soutenir et à permettre la transition.

Consommation

Si la stratégie F2F reconnaît la pertinence des "environnements alimentaires", elle ne parvient pas à promouvoir des changements susceptibles de les transformer en profondeur et de permettre une alimentation saine et durable pour tous. Sous cette forme, le récit de la croissance économique piège la stratégie F2F dans les contradictions entre une approche de choix libre et informé du consommateur et une approche d'intervention par le biais de mesures légales et normatives (en dehors de la taxe). Comme souligné ci-dessus, nous soutenons l'utilisation d'incitants fiscaux pour contribuer au changement des modes de production et de consommation (par exemple, les fruits et légumes biologiques). Toutefois, nous craignons que ces incitants finissent par profiter à l'agriculture biologique industrielle plutôt qu'aux petit·e·s producteur·ice·s. Nous sommes également préoccupés par le manque de considération des actions visant à garantir l'accès des familles à faibles revenus à une alimentation saine et durable.

La stratégie F2F met l'accent sur l'adaptation des stratégies de marketing et de publicité en tenant compte des besoins des plus vulnérables (par exemple, les enfants) ; pourtant, elle ne franchit pas l'étape suivante pour les restreindre. Il est prouvé que le fait de chercher à responsabiliser les consommateurs par l'information et/ou l'étiquetage ne suffit pas à modifier les choix des consommateurs. L'objectif devrait plutôt être l'environnement alimentaire et l'accès à une alimentation abordable, durable, saine et culturellement appropriée pour tous. La stratégie F2F accorde une attention particulière aux "droits" des consommateurs de choisir entre différents produits et à l'importance de l'étiquetage pour orienter cette action. Bien que nous apprécions l'importance de la transparence et le rôle que joue l'information dans l'amélioration des habitudes de consommation, la stratégie F2F n'accorde pas suffisamment d'attention aux multiples contraintes structurelles qui déterminent souvent la possibilité de choix des consommateurs (précarité financière/pauvreté relative, vivre dans un désert alimentaire, etc.)

Dans cette optique, la stratégie F2F n'apporte que peu de précisions sur la manière d'obtenir un environnement alimentaire plus idéal ou de provoquer des changements dans la consommation alimentaire de ceux qui en ont le plus besoin, en reconnaissant les inégalités dans l'accès à une alimentation saine. Il est fait mention de la nécessité de réduire la consommation de viande rouge, ce qui a également été recommandé par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat[19]. Cependant, la stratégie F2F reste floue sur la manière dont cette réduction peut être obtenue. Enfin, il est regrettable que, bien qu'elle préconise des choix de

consommation éclairés, la stratégie F2F ne tient pas compte de l'éducation des enfants en matière d'agriculture et d'alimentation saine et durable[20].

En outre, la F2F semble suggérer que le seul rôle des Européens dans la construction d'un système alimentaire durable est de voter avec leur portefeuille et de consommer : cela revient à rejeter la nature politique de l'alimentation et des systèmes alimentaires et le fait que les Européens sont avant tout des citoyens ayant le droit de vote et le droit d'être directement impliqués dans des processus démocratiques et ouverts autour de l'avenir de leur alimentation, un élément clé de la souveraineté alimentaire.

Commerce

En tant que principal importateur et exportateur de denrées alimentaires dans le monde, l'UE doit faire preuve de leadership et induire des changements dans les régimes commerciaux internationaux afin de donner la priorité à la justice sociale et environnementale. Nous sommes heureux de constater que l'UE est prête à montrer l'exemple et à soutenir les transitions de ses partenaires commerciaux vers des pratiques plus durables.

Nous sommes déçus que l'approche F2F ne donne qu'une indication générique de la coopération de l'Alliance verte en matière de systèmes alimentaires durables et de promotion de la sécurité alimentaire par le biais du développement du commerce international, tout en ne donnant aucune indication d'objectifs spécifiques liés à la durabilité sociale des systèmes alimentaires ou d'un budget pour favoriser l'adaptation mondiale des normes. Il n'y a pas de discussion sur le rôle de distorsion des subventions de la boîte verte, qui représentent la plus grande partie des subventions de la PAC, tant que la priorité est donnée à l'exportation (comme dans la PAC et le Plan de relance de l'UE de la prochaine génération).

Gouvernance

Dans la stratégie F2F, différents mécanismes de gouvernance, acteurs et échelles spatiales sont mentionnés, mais une approche démocratique fait défaut. Nous avons vu avec la crise COVID-19 que des systèmes alimentaires durables et décentralisés reliant les milieux ruraux aux milieux urbains sont indispensables et plus résistants aux chocs que les chaînes à longue distance. Ces systèmes alimentaires relocalisés doivent être soutenus par l'État, mais cela ne sera pas possible tant que l'accent restera mis sur la compétitivité et donc sur la croissance économique et le marché capitaliste. Une approche de gouvernance à plusieurs niveaux favoriserait la garantie des droits humains et la démocratisation des espaces de décision. À cet égard, nous regrettons que la stratégie F2F avance une vision du changement qui place de grands espoirs dans les entreprises et les consommateurs en tant que moteurs du changement, mais qui ignore les agriculteurs, les travailleurs du secteur alimentaire, les citoyens et les mouvements sociaux en tant qu'agents essentiels du changement du système alimentaire.

Coopération internationale et forums multilatéraux

Le peu de références aux objectifs de la coopération internationale de l'UE se lit comme une liste de courses plutôt que comme une orientation politique soigneusement réfléchie visant à soutenir les systèmes alimentaires territoriaux basés sur la production agroécologique à petite échelle et privilégiant l'accès des agriculteurs familiaux aux marchés intérieurs. Au lieu de cela, la tendance actuelle à utiliser les fonds publics de coopération pour « pousser » les

investissements du secteur privé européen dans l'agriculture conduit les producteurs à s'intégrer dans des chaînes de valeur dirigées par l'agrobusiness, dans lesquelles ils perdent l'autonomie qui est à la base de leur résilience.

Nous regrettons que les "objectifs transversaux tels que les droits humains, le genre et la paix" ne soient promis qu'à une "prise en compte appropriée" alors qu'ils devraient être les principes directeurs de l'ensemble de la stratégie F2F.

Enfin, nous regrettons que la référence aux forums multilatéraux pertinents cite le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires, très déficient en termes de transparence et de légitimité, et néglige de mentionner le Comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire mondiale, le seul forum mondial sur la politique alimentaire auquel les petits producteurs qui nourrissent le monde et d'autres groupes sociaux sont des participants à part entière.

Recherche et innovation

Nous sommes préoccupés par le fait que l'approche de la recherche et de l'innovation (R&I) décrite dans la stratégie F2F soit ouvertement présentée comme technique, ce qui fait que l'on néglige non seulement l'innovation sociale, mais aussi la recherche en sciences sociales et humaines. Celles-ci sont cruciales pour comprendre et conduire les transformations sociales complexes nécessaires pour parvenir à des systèmes alimentaires justes et durables[21].

Les revendications de la stratégie F2F relatives à la bioéconomie, à l'économie circulaire et à la biotechnologie ne sont pas suffisamment détaillées pour donner des orientations claires aux recherches éthique et de promotion de l'agriculture durable. Ces recherches doivent être conçues en coopération avec les agriculteurs et les citoyens. Quant à l'adoption d'une vision systémique, la stratégie F2F n'intègre pas explicitement les processus de R&I liés à la concentration du pouvoir, aux territoires et aux personnes, à l'amélioration de l'accès aux semences, à la terre et à l'eau, ainsi qu'au développement et au soutien de projets de culture alimentaire et de cuisine qui garantissent le droit à une alimentation saine et nutritive et qui sont fondés sur des principes de justice sociale. Nous craignons que l'accent mis sur la numérisation ne conduise à des modes de production à forte intensité de capital et, partant, à une dépendance et à une nouvelle réduction du nombre de petites exploitations agricoles de l'UE.

En tant que chercheurs, nous sommes préoccupés par le financement de la stratégie F2F et par le rôle que les capitaux privés peuvent jouer dans la définition de l'avenir du système alimentaire de l'UE. Nous considérons qu'il est nécessaire de préciser les paramètres et les exigences liés aux objectifs des investissements de R&I et à leurs impacts et nous nous interrogeons sur l'applicabilité au contexte F2F d'une taxonomie européenne sur les investissements verts qui défend la logique et les intérêts des acteurs financiers plutôt que les intérêts des producteurs alimentaires et des communautés. Pour cette raison, nous considérons que, plutôt que d'ouvrir les portes à des finances durables visant à soutenir des projets à forte intensité de capital et à accélérer la numérisation des fruits bas suspendus, la stratégie F2F doit favoriser des mécanismes de finance éthique qui soutiennent les coopératives et le mutualisme. Ces mécanismes devraient être davantage appropriés à l'échelle et la réalité de la production agroécologique.

À la lumière de ces préoccupations, nous reconnaissons que des étapes importantes ont été franchies avec cette stratégie F2F. Nous reconnaissons également les défis associés à

l'élaboration d'une stratégie F2F ambitieuse pour les systèmes alimentaires complexes à un moment où les crises s'aggravent. Cependant, une fois de plus, la politique est à la traîne par rapport aux preuves scientifiques et nous sommes convaincus que la stratégie F2F ne va pas assez loin pour garantir des systèmes alimentaires diversifiés, durables et justes pour tous dans l'UE.

Nous sommes prêts à travailler avec la CE pour répondre aux préoccupations soulevées ci-dessus afin de faire avancer une stratégie F2F plus ambitieuse pour un système alimentaire équitable, sain, fondé sur les droits et respectueux de l'environnement.

Constitutrices et contributeurs (par ordre alphabétique)

Goiuri Alberdi, chercheur en politiques du système alimentaire, Université du Pays basque

Mirene Begiristain Zubillaga, Faculté d'économie et de commerce, Université du Pays basque

Zoe Brent, équipe de justice agraire et environnementale, Institut transnational (TNI)

Gérard Choplin, analyste-rédacteur sur les politiques agricoles, alimentaires et commerciales

Priscilla Claeys, Centre pour l'agroécologie, l'eau et la résilience (CAWR), Université de Coventry

Mauro Conti, Département des sciences politiques et sociales, Université de Calabre

Alessandra Corrado, Département des sciences politiques et sociales, Université de Calabre

Jessica Duncan, Groupe de sociologie rurale, Université de Wageningen

Tomaso Ferrando, Faculté de droit, Université d'Anvers

Fernando García Dory, Institut de sociologie et d'études paysannes, Université internationale d'Andalousie

Nora McKeon, Collège universitaire international, Turin

Pietro De Marinis, Département des sciences agroenvironnementales, Université de Milan

Jessica Milgroom, Centre pour l'agroécologie, l'eau et la résilience (CAWR), Université de Coventry

Nina I. Moeller, Centre pour l'agroécologie, l'eau et la résilience (CAWR), Université de Coventry

Poppy Nicol, Institut de recherche sur les lieux durables, Université de Cardiff

Antonio Onorati, Associazione Rurale Italiana et Centro Internazionale Crocevia

Christina Plank, Département de sciences politiques, Université de Vienne

Jan Douwe van der Ploeg, professeur émérite, Université de Wageningen

Marta G. Rivera Ferre, Chaire d'agroécologie et de systèmes alimentaires, Université Vic-Central de Catalogne

Divya Sharma, Unité de recherche sur la politique scientifique, Université du Sussex

Irene Sotiropoulou, Institut de l'énergie et de l'environnement, Université de Hull

Chiara Tornaghi, Centre pour l'agroécologie, l'eau et la résilience (CAWR), Université de Coventry

Barbara Van Dyck, Centre pour l'agroécologie, l'eau et la résilience (CAWR), Université de Coventry

[1] Group of Chief Scientific Advisors. 2020. Towards a Sustainable Food System. Brussels.

[2] Vivero-Pol, J.L., T. Ferrando, O. De Schutter, and U. Mattei (eds). (2018) Routledge Handbook of Food as a Commons. Oxon: Routledge.

[3] European Commission, “Analysis of links between CAP Reform and Green Deal”, SWD(2020) 93 final, 20 May 2020.

[4] van der Ploeg, Jan Douwe, et al. 2019. “The Economic Potential of Agroecology: Empirical Evidence from Europe.” *Journal of Rural Studies* 71:46–61.

[5] De Schutter, Olivier. 2010. “Agroecology and the Right to Food”, Report Presented at the 16th Session of the United Nations Human Rights Council [A/HRC/16/49]. New York.

[6] Judgement of the Court (Grand Chamber) 25 July 2018. In Case C-528/16.

[7] Zondag, M.-J.; Koppert, S.; de Lauwere, C.; Sloot, P.; Pauer. 2015. A. Needs of Young Farmers. Report I of the Pilot Project: Exchange Programmes for Young Farmers.; European Commission: Brussels, Belgium.

[8] Plank, Christina, Robert Hafner, and Rike Stotten. 2020. “Analyzing Values-Based Modes of Production and Consumption: Community-Supported Agriculture in the Austrian Third Food Regime.” *Österreichische Zeitschrift Für Soziologie* 45(1):49–68. <https://doi.org/10.1007/s11614-020-00393-1>

[9] European Court of Auditor (2017). EU support to young farmers should be better targeted to foster effective generational renewal. Special report No 10/2017.

[10] J.F. Rye and S. Scott, 2018, International Labour Migration and Food Production in Rural Europe: A Review of the Evidence, *Sociologia Ruralis*, 58: 928-952; F. Natale et al., 2019, Migration in EU Rural Areas, European Union, Luxembourg.

[11] A. Corrado , F.S. Caruso, M. Lo Cascio, M. Nori, L. Palumbo and A. Triandafyllidou, 2018, Is Italian Agriculture a “Pull Factor” for Irregular Migration – And, If So, Why?, Open Society European Policy Institute.

[12] See: <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20190207IPR25224/meps-urge-eu-states-to-ensure-better-care-of-transported-animals>

[13] Retallack, G. (2013) ‘Global Cooling by Grassland Soils of the Geological Past and Near Future’ in *Annu. Rev. Earth Planet. Sci.* 2013.41:69–86; Stanley and Rowntree et al. (2018) ‘Impacts of soil carbon sequestration on life cycle greenhouse gas emissions in Midwestern USA beef finishing systems’. *Agricultural Systems* 162: 249–258; COAG (2018) Vingt-sixième session Rome, 1-5 Octobre 2018 Agroécologie – de la sensibilisation à l’action – FAO -COAG/2018/5

[14] TNI. 2017. EU Fisheries Agreements: Cheap Fish for a High Price. Amsterdam.

[15] See for example the case of Bluefin Tuna: <https://lifeplatform.eu/bluefin-tuna-an-appeal-for-justice/>

[16] Ertör, Irmak and Miquel Ortega-Cerdà. 2019. “The Expansion of Intensive Marine Aquaculture in Turkey: The next-to-Last Commodity Frontier?” *Journal of Agrarian Change* 19(2):337–60.

[17] SAPEA. 2020. A Sustainable Food System for the EU. Brussels.

[18] HLPE. 2017. Nutrition and Food Systems. Rome: Committee on World Food Security.

[19] Intergovernmental Panel on Climate Change. 2019. Climate Change and Land. An IPCC Special Report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems.

[20] FAO. (2016). Report of the Regional Symposium on Agroecology for Sustainable Agriculture of the Regional Symposium. Rome.

[21] ‘Just sustainabilities’ highlights the need to consider the well-being of future generations in any understanding of sustainable food justice, attending not only to inter-generational justice, but also intra-generational justice. See: Agyeman, J.; Bullard, R.D.; Evans, B. *Just Sustainabilities: Development in an Unequal World*; Earthscan: London, UK, 2003.

Posted in Agriculture, Global Food Governance, Health, land, Pastoralists, Right to Food2
Comments